

Département Politique
Suisse

Division des Affaires Etrangères

Berne, le 4 Août 1919.

111/Ox.

Prière de rappeler ce numéro
dans la réponse

Monsieur le Ministre,

La grève générale qui a été proclamée à Bâle le 31 Juillet et à Zurich le 1er Août s'est limitée à ces deux villes. A Bâle, il y a eu à déplorer des morts et des blessés, à Zurich pas. La grève est poussée avec plus d'énergie à Bâle qu'à Zurich, où il ne s'est agi en somme que de suivre l'impulsion donnée. Le 1er Août, on n'était pas sans inquiétude et l'on craignait que le mouvement ne fit tache d'huile. Si Berne avait suivi l'exemple, on redoutait que les employés de chemin de fer n'en fissent autant, ce qui nous aurait mis en présence d'un mouvement révolutionnaire général analogue à celui de Novembre 1918. D'après ce que M. Graber avait dit à des journalistes, on savait que la Suisse française, tout en déclarant qu'elle ne marcherait pas, laisserait faire les Zurichois et il n'était pas impossible qu'un succès éventuel de ces derniers n'entraînât beaucoup de monde, même en Suisse française, d'autant plus que les socialistes vaudois décidaient de se rattacher à la troisième internationale. Enfin, l'on savait que le comité d'Olten était débordé et que les masses prolétaires n'étaient plus entre les mains de leurs chefs parlementaires.

Tous ces éléments du problème pouvaient être interprétés dans les deux sens, de sorte que la situation présentait une certaine gravité le 1er Août. Mais, dès ce jour-là,

A la Légation de Suisse,

à



divers symptômes indiquèrent que Berne ne se laisserait pas entraîner et les cheminots non plus. Une manifestation des Jungburschen ne réunit guère que 150 personnes sur le Waisenhausplatz, alors que des milliers de bourgeois se rassemblaient en même temps devant le Palais fédéral pour chanter des hymnes patriotiques et pour acclamer les discours nettement anti-bolchévik de MM. Tschumi, Conseiller d'Etat bernois, en allemand, de M. Cérésolle, représentant de ^{l'association romande de} la Nouvelle Société Helvétique, en français, de M. Gianini, représentant de la "Pro Ticino", en italien. M. le Président de la Confédération, appelé avec insistance par la foule, prononça aussi quelques mots qui furent très applaudis.

Hier, il a été question de voir la grève s'étendre aussi à Winterthur, mais il est aujourd'hui avéré que Bâle et Zurich restent seules contaminées, les autres centres suisses ayant refusé de se joindre à un mouvement qui leur paraissait manquer de toute base économique. On peut considérer la situation comme définitivement éclaircie ^{et la grève véritablement terminée}.

Les troupes mises sur pied ne sont pas très considérables et il est à espérer que les dragons et leurs chevaux pourront bientôt aller reprendre leurs travaux des champs.

Cette agitation sociale n'est pas seulement regrettable en soi; elle a encore l'inconvénient qu'elle fournit à l'étranger des armes à ceux qui cherchent à nuire à la Suisse et, en particulier, à lui retirer l'honneur de fournir le siège à la Ligue des Nations.

Déjà au moment où l'on cherchait où se réunirait la conférence de la paix et où les Américains suggéraient la Suisse, on exploita contre ce projet la grève générale de Novembre 1918. Plus tard, ^{et par un malheur de C. Strosser} ~~l'Italie entre autres paraît avoir~~ répandu le bruit que la Suisse hébergeait des anarchistes et que c'était chez nous que se distribuait l'argent de la pro-

pagande bolchévique. Depuis que la Belgique a commencé à agir avec énergie et avec un certain succès auprès des Alliés pour substituer Bruxelles à Genève comme siège de la Ligue des Nations, tous les arguments sont mis en oeuvre; nous savons que des agences américaines ont refusé de publier de petites notes d'une extrême perfidie, dans lesquelles la Suisse était appelée le Mexique de l'Europe. Nous devons réagir nettement contre ces calomnies. Il y a eu en Suisse moins de grèves que dans n'importe quel autre pays et il n'y a aucune raison pour que nous laissions s'accréditer des légendes inexactes et nuisibles.

En rapport avec la question de la Ligue des Nations, nous avons été obligés d'examiner celle de l'établissement d'une station radiotélégraphique. Cette affaire est assez compliquée, car il y a lieu d'étudier les avantages respectifs d'une station américaine ou internationale ou exclusivement suisse, en particulier en ce qui concerne les frais. L'exterritorialisation d'une pareille station constitue aussi un point délicat. Enfin, il est évident que tout cela reste plus ou moins en l'air tant que l'adhésion de la Suisse à la Ligue des Nations et le choix de Genève comme siège n'aurent pas été définitivement consacrés. Le Conseil Fédéral a décidé d'autoriser un expert américain à poursuivre sur les lieux des études préparatoires. Les autres questions restent en suspens.

Le 30 Juillet, Monsieur Calonder a reçu le Vice-capitaine du Vorarlberg, M. Redler, qui lui a exposé la situation à peu près dans le même sens que nous avons l'honneur de le faire dans la lettre que nous vous avons adressée le 29 Juillet.

Il nous revient tout à fait confidentiellement que l'Autriche-allemande s'apprête à prendre une position plus franchement opposée à l'abandon du Vorarlberg et que l'assemblée

nationale autrichienne compte s'occuper de cette affaire plus qu'elle ne l'a fait jusqu'ici. On nous dit aussi que le Gouvernement autrichien aurait remis au Dr. Rätter, représentant du Chapitre de Souabe, une somme importante destinée à combattre le rattachement du Vorarlberg à la Suisse. On n'a pas l'impression que tout cela serve à grand'chose; le mouvement en faveur de la Suisse ne fait que croître et se cristalliser.

Au Landesrat, le parti socialiste opposé au rattachement ne compte que deux députés, dont l'un s'est déjà rallié à l'idée suisse, de sorte que, lors des dernières délibérations, il ne s'est trouvé qu'un seul membre du Parlement Vorarlbergéois, M. Zumtobel, pour parler contre le rattachement.

Si l'idée de la réunion du Vorarlberg à la Suisse échoue, cela ne sera certainement pas dû au manque de bonne volonté de la part de la population ni à une opposition de la part de la Suisse, mais à un manque d'énergie et de résolution des deux côtés. Au Vorarlberg, on est si fatigué de la guerre qu'on ne veut pas envisager de révolution d'aucun genre et en Suisse, on a si peur des complications internationales qu'on préfère laisser aller les choses plutôt que d'encourir ce risque.

La commune badoise de Büdingen continue ses démarches pour se rattacher à Schaffhouse sans encouragement de notre part. Le Gouvernement schaffhousois a, à titre privé et sans l'intermédiaire de la Confédération, demandé aux autorités badoises si elles seraient disposées à discuter la question. Il n'a pas encore de réponse. D'autre part, Büdingen nous demande d'entrer dans l'organisation économique suisse, en particulier en ce qui concerne le pain et la farine. La question est à l'étude.

La principauté de Liechtenstein, en attendant un règlement définitif de ses rapports avec nous, voudrait faciliter provisoirement le trafic de frontière et arriver à un arrangement concernant le change.

Nous sommes en train d'étudier à la fois la réorganisation du service consulaire, la révision de la base des traitements de notre Corps diplomatique et la création de nouvelles légations.

Les pays qui entrent en ligne de compte pour de nouveaux postes diplomatiques sont la Scandinavie, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la grande Serbie et peut-être la Grèce.

Ces questions n'ont pas encore été soumises d'une manière définitive au Conseil fédéral. Nous ne sommes pas encore à même de vous dire en quel sens se prononcera le rapport du Département Politique à cet égard.

Nous sommes disposés à rouvrir le Splügen au service des marchandises et des voyageurs et avons décidé de demander à l'Italie d'en faire autant.

Un congrès socialiste international siège à Lucerne; plus de soixante délégués y représentent vingt-deux pays. K. Henderson paraît y jouer un rôle assez important. Il voudrait persuader les Gouvernements alliés de la gravité de l'heure et de l'importance qu'il y aurait pour eux à tenir compte de l'état d'esprit des masses ouvrières.

Notre hôtellerie passe par une crise très difficile. Au moment où les hôteliers sont ruinés par une série de saisons défavorables, leurs employés, influencés par l'attitude de tous les employés et ouvriers du monde, leur demandent des conditions plus avantageuses. Les employés d'hôtel souffrent

moins que d'autres classes de la crise actuelle, car ils ont une nourriture et un gîte assurés pendant la durée de leur travail, et le logis et les vivres sont justement les facteurs les plus importants de l'agitation actuelle en Suisse. D'autre part, les employés d'hôtel travaillent sans interruption et il ne leur est pas garanti autant d'heures libres qu'aux autres salariés. Enfin, le changement des saisons les expose à des frais et à des périodes de chômage forcé. Les patrons n'ayant pas accepté ^{tout d'abord} le compromis proposé, la situation est ^{très} assez tendue.

a l'heure où il est le difficile peut être considéré comme un composé.

En Tchécoslovaquie les élections du mois dernier ont donné les résultats suivants :

a) en Bohême :

Tchèques	66,5 %
Allemands	33 %

b) en Moravie:

Tchèques	77,9 %
Allemands	21 %

c) en Silésie:

Tchèques	33 %
Allemands	67 %

En Allemagne, nous apprenons de source privée que la tranquillité apparente n'inspire pas encore grande confiance. Le communisme, nous dit-on, ne fait pas seulement de la réclame, mais aussi des progrès. On prévoit pour l'automne ou l'hiver une offensive révolutionnaire de grande envergure.

Le communisme est assisté par la pénurie de charbon, qui provoque le chômage de nombreux ouvriers appartenant aux industries empêchées de travailler.

On s'efforce d'y remédier en employant des ouvriers à n'importe quoi: il y a des fabriques où l'on démonte et remonte des machines uniquement pour occuper le personnel.

La famine pousse aussi les pauvres dans les bras de Spartacus.... il paraît que les enfants des écoles sont dans un état pitoyable. Enfin, les transports par chemin de fer sont presque non-existants et l'on se trouve dans l'impossibilité de faire parvenir les matières premières dans les centres industriels. Ce qui paraît le plus grave, c'est que les paysans risquent de passer à la révolution en se voyant dépouillés par le traité de paix de leur bétail et de leurs juments : on craint qu'ils ne se révoltent quand on voudra leur arracher leurs bêtes.

Les universités deviennent des centres de communisme et les Allemands semblent avoir décidé d'en exclure l'hiver prochain la plupart des étrangers. Nous risquons de voir ces indésirables se déverser sur nos universités suisses. On parle aussi de propagande communiste par le moyen de l'armée française d'occupation.

Le manque de charbon nous est confirmé par notre Légation à Berlin, qui nous écrit que les bateaux de pêche allemands restent souvent quinze jours sans sortir faute de combustible.

Il nous revient que l'Ambassadeur de France, M. Dutasta, serait transféré. Cette nouvelle, qui nous était parvenue il y a une dizaine de jours, trouve sa confirmation dans un rapport de presse d'après lequel M. Dutasta ira à Berlin. Lui-même dit qu'il n'est pas question pour lui d'un transfert.

On parle aussi du transfert du Ministre d'Angleterre,
Sir Horace Rumbold.

La question du charbon reste brûlante en Angleterre. Le prix élevé qu'atteint ce combustible aura les répercussions les plus fâcheuses sur l'exploitation de toutes les industries et sur les prix de presque tous les produits. Les Etats-Unis sont aujourd'hui en mesure de fournir dans les ports d'Europe du charbon à meilleur compte que la Grande-Bretagne.

M. Bonar Law continue à se dérober lorsque la Chambre des Communes l'invite à préciser la future politique économique et commerciale anglaise.

La question d'Irlande reste ouverte et M. Lloyd George se borne à insister une fois de plus sur les difficultés presque insurmontables que présente la solution du problème.

La situation des troupes britanniques dans la Russie septentrionale est considérée comme fort précaire. On a trop prêché aux troupes envoyées en juin dernier d'Angleterre en Russie qu'elles seraient retirées avant l'hiver. Naturellement cette promesse a été connue dans les cercles russes, de sorte que même les Russes anti-bolchéviks n'osent pas prêter leur appui aux Anglais de peur d'être ensuite privés de la protection de l'armée britannique et exposés à la cruelle vengeance des Bolchéviks.

D'autre part, il nous revient de Russie que les Alliés, et en particulier les Français et les Anglais, y sont l'objet d'une telle haine que Koltchak et Denikine, loin de retirer un profit de leur appui, en souffrent plutôt. On assure que seul un gouvernement qui se désolidariserait jusqu'à un certain point de Paris et de Londres aurait quelque chance de succès.
